



C E T R I

ANALYSE 2017  
4 décembre

Centre tricontinental

## NICARAGUA : DES MOUVEMENTS SOCIAUX CONTRE LE SYSTÈME OU CONTRE LE FSLN ?

José Luis Rocha

**Au Nicaragua, de nouveaux mouvements sociaux échappent à l'emprise du FSLN et contestent sa domination. Parmi eux, les opposants au projet de canal, aux concessions minières, au boom extractiviste, au sort des femmes, à la déliquescence de la protection sociale... L'avenir dira si ces mécontentements divers, qui ont en commun leur opposition au gouvernement Ortega, se solidariseront pour se transformer en luttes « anti-système ».**

« Les régimes à parti unique ont tendance à rayer de la carte les mouvements sociaux, tout comme les régimes corporatistes intègrent fréquemment les syndicats à la structure même du gouvernement », écrit le sociologue Charles Tilly (2010). Depuis son retour au pouvoir en 2006, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a rapidement pris la direction d'un système à parti unique, engrangeant un nombre de plus en plus étonnant de votes lors des trois dernières élections générales : 38% en 2006, 62% en 2011 et 72% en 2016 ! C'est là l'un des aspects les plus importants du contexte au sein duquel les mouvements sociaux – anciens et nouveaux – doivent opérer aujourd'hui au Nicaragua.

En réalité, le propos de Charles Tilly s'y vérifie en partie. Les anciens mouvements qui, dans les années 1980, avaient été incorporés au pouvoir révolutionnaire, puis réabsorbés lors du retour du FSLN à la tête de l'État, ont perdu toute autonomie : l'Association des travailleurs agricoles (ATC), la Fédération des travailleurs de la santé (FETSALUD), l'Association des femmes du Nicaragua (AMNLAE), l'Association des enseignants (ANDEN), les principales fédérations de coopératives agricoles et même l'Union nationale des agriculteurs et des éleveurs (UNAG), autrefois fièrement indépendante, ne sont plus que coquilles vides, à la base sociale moribonde, qui troquent leur capital historique contre des postes au sein du gouvernement pour leurs leaders. Lesquels, les mêmes depuis trente ans, signent des chèques en blanc au FSLN. Comme l'analyse l'écrivain et ancien militant sandiniste, Sergio Ramírez : « *Le Front sandiniste s'est transformé en une sorte de mouvement d'aspiration qui a créé un énorme vide politique.* »

Mais le propos de Charles Tilly ne se vérifie pas entièrement, car de nouveaux mouvements échappent aux tentatives de cooptation ou d'élimination du FSLN. Des mouvements relativement récents, mais pas épisodiques. Partis de revendications précises auxquelles le système peut répondre séparément, ces mouvements ont su, selon les cas, s'orienter vers des exigences établissant des liens de solidarité avec d'autres demandes, jusqu'à s'opposer au système.

### **Canal interocéanique : rêve des élites, cauchemar des petits**

En 2013, le gouvernement de Daniel Ortega a promulgué une loi concédant, pendant une durée de 100 ans, les droits de construction d'un canal interocéanique à une entreprise chinoise. L'entreprise bénéficiaire, Hong Kong Canal Development Group (HKND), appartient à Wang Jing, un magnat chinois qui, au début de l'année 2016, perdait l'essentiel de sa fortune dans les spéculations boursières mondiales. Depuis lors, le gouvernement Ortega garde le silence sur un projet dont la propagande gouvernementale avait vanté les mérites pendant plus de trois ans. Entre-temps, des mesures

substantielles ont été adoptées pour la re-concentration des terres via l'expropriation des propriétés situées sur l'itinéraire du canal.

S'il voyait le jour, le canal couperait le pays en deux sur une longueur trois fois supérieure à celle du canal de Panama (Duterte, 2016). L'ensemble du projet converti dans la loi 840, approuvée en juin 2013 et toujours en vigueur, est une vente aux enchères du pays qui a soulevé une vague d'indignation. L'article 12 en constitue sans doute l'expression la plus flagrante : « *Le concessionnaire peut, à sa seule discrétion et à tout moment, décider de demander l'expropriation d'une propriété* ». La commission du canal fera parvenir l'avis d'expropriation aux propriétaires et établira le montant de l'indemnisation. Cerise sur le gâteau, la loi prévoit l'impossibilité de s'opposer au délai et à la portée de l'expropriation.

La lutte contre le canal a réuni des secteurs très diversifiés : des politiciens de l'opposition (surtout des dissidents sandinistes), des écologistes, des ONG de défense des droits humains et de nombreux intellectuels. Mais le secteur le plus actif, dont les protestations ont secoué la prétendue stabilité du pays, est celui des paysans dont les exploitations sont situées sur l'un des itinéraires possibles du canal. Rapidement, les propriétaires susceptibles d'être expropriés se sont soulevés, accompagnés de milliers d'autres paysans venus manifester leur solidarité lors de longues marches et de sit-in.

Francisca Ramírez, paysanne et commerçante de Nueva Guinea, s'est vite imposée comme une dirigeante pugnace de cette lutte, en prenant la direction du « Conseil national pour la défense de la terre, du lac et de la souveraineté », alliant ainsi tradition et modernité : quête de souveraineté de Sandino et émancipation des femmes. Ce rapprochement a été exploité habilement et parfois exagérément par les opposants au FSLN. Dès ses débuts, la lutte contre le canal a donc dépassé le segment des expropriés potentiels, même si ces derniers étaient les seuls à entreprendre des actions typiques des mouvements sociaux et à tenir l'État en échec dans certaines régions du pays, malgré l'envoi des troupes par le gouvernement Ortega.

La lutte des paysans pour leurs terres s'est rapprochée des luttes pour des institutions démocratiques, les affrontements avec les forces de l'ordre révélant la soumission extrême de la police et de l'armée à Daniel Ortega. Mais les liens de cette lutte avec les luttes urbaines livrées par les ONG, les intellectuels et les politiciens sur des questions immatérielles ne vont pas plus loin. La lutte contre le canal est une lutte pour l'abrogation de la loi 840 ; elle n'a pas d'autres prétentions. Cela étant, elle a enfanté une leader d'envergure nationale, elle a capté l'attention des médias, elle a arboré la bannière de la souveraineté en convoquant le souvenir de Sandino, et elle a suscité la solidarité de nombreux acteurs. Sa continuité et son articulation avec d'autres revendications seront proportionnelles aux liens établis avec d'autres luttes concrètes.

### **Activisme environnemental et industrie minière**

La lutte de laquelle le mouvement anti-canal se rapproche le plus est la bataille pour la terre que livrent les petits producteurs et les communautés indigènes et non indigènes. Cette lutte revêt deux expressions distinctes. La première réside dans l'activisme indigène contre l'invasion de colons métis, généralement des éleveurs qui étendent leur domaine en usurpant des terres communales et d'autres situées dans la réserve forestière de Bosawás, des petits paysans en quête de parcelles à cultiver, et des trafiquants divers (terres, bois, drogue...). La corruption de certains leaders indigènes a facilité la vente de terres et a jeté de l'huile sur le feu des affrontements. Des terres agricoles et mines d'or artisanales sont désormais entre les mains de colons, alors que leurs anciens propriétaires sont contraints de migrer vers le nord. D'après le « Centre pour la justice et les droits humains dans la région atlantique du Nicaragua », nous sommes déjà dans une situation de conflit armé entre bandes de colons et communautés autochtones. Le bilan actuel s'élève à 3000 personnes déplacées et à des dizaines de morts.

Selon Global Witness, onze personnes ont été tuées au Nicaragua en 2016 pour défendre leurs terres et/ou l'environnement (pour la plupart, des indigènes tués par des colons métis). En termes absolus, le Nicaragua est ainsi le sixième pays le plus meurtrier au monde pour les militants de l'environnement. Le deuxième en Amérique centrale. En termes relatifs, si l'on considère le nombre de tués par habitant, c'est le plus meurtrier. Selon les déplacés, le nombre de morts atteindrait la centaine. L'absence de l'État, dénoncée par les deux camps, laisse penser aux prémices d'une nouvelle stratégie d'accaparement des terres, dont les colons ne sont que le fer de lance. Qui finance les AK-47 avec

lesquelles les colons et les indigènes se déciment mutuellement ? Et pourquoi ?

La deuxième expression forte de la lutte pour la terre est plus connue et, en raison de son implication dans la défense de la souveraineté nationale, mobilise potentiellement plus de monde que les seules communautés affectées : il s'agit de la lutte contre les sociétés minières, qui compte déjà une victoire à son actif. Une véritable victoire ? À Rancho Grande, dans le département de Matagalpa, le projet minier El Pavón de la société canadienne B2Gold n'a pas dépassé la phase d'exploration. La concession accordée à la société couvrait un total de 1301 hectares. Le terrain devait être transformé en mine à ciel ouvert, un événement gigantesque qui devait produire entre 6,7 et 10,3 grammes d'or par tonne de terre. En 2007, l'entreprise canadienne B2Gold était parvenue à faire jouer les ressorts politiques adéquats, auxquels n'avaient pas eu accès les sociétés Minesa, Coexsa et Glencairn qui, dix ans plus tôt, avaient sollicité en vain des permis d'exploitation aux « gouvernements oligarchiques » antérieurs au retour de Daniel Ortega.

A partir de 2012, alors que le projet était en phase de « légitimation sociale » (recherche d'approbation de la communauté), une série de marches et de manifestations de masse se sont tenues contre cette concession minière, en raison de son grave impact sur les écosystèmes de la colline El Pavón et du fleuve Yaoska. Au final, le gouvernement déclara que le projet minier n'était pas « viable ». L'articulation du Mouvement mésoaméricain contre l'extractivisme, du Centre Humboldt, des Gardiens du Yaoska et du Collectif de femmes de Matagalpa a contribué à la force des manifestants. Le soutien de l'Église catholique du diocèse de Matagalpa a sans doute aussi pesé sur la décision d'un gouvernement caractérisé par sa volonté affichée de plaire aux hiérarques du catholicisme et par son caractère confessionnel revendiqué dans sa devise la plus répandue : « *Pour un Nicaragua chrétien, socialiste et solidaire* ».

L'annulation de la concession a donc été annoncée haut et fort en 2015 par les médias du même pouvoir qui l'avait octroyée en 2007. Le mouvement social est-il parvenu à ses fins ? Le FSLN est-il sensible à la clameur populaire et aux preuves des dommages causés à l'environnement ? Victor Campos, directeur du Centre Humboldt, a posé la bonne question : « *Il existe sept autres concessions à Rancho Grande, trois d'entre elles également aux mains de l'entreprise B2Gold, et une seule a été déclarée 'non viable'. [...] Toute activité minière à Rancho Grande sera-t-elle considérée comme 'non viable' ?* » (Campos, 2017).

B2Gold détient d'autres projets miniers d'or et d'argent au Nicaragua : Trébol, Calibre, La Libertad, San Pedro et Limón. Sur ce dernier site, B2Gold exploite, par l'intermédiaire de sa filiale Tritón Minera, quelque 12000 hectares au total, et y contamine les sources d'eau depuis plus de vingt ans. La mine de La Libertad (Chontales), également exploitée par Triton Minera, avec ses 14500 hectares accordés en concession, est la plus importante au Nicaragua. La portée de cette concession est supérieure à celle de Rancho Grande. En revanche, la couverture médiatique des protestations des villageois de la région et des mineurs artisanaux déplacés a été quasi nulle.

Charles Tilly (2010) a souligné à juste titre l'asymétrie entre mouvements sociaux et médias. L'aveuglement des médias nationaux à l'égard des manifestations aux répercussions pourtant considérables dans la localité est lié au poids financier de l'exploitation : trop important pour disparaître. Des intérêts très sensibles sont en jeu, notamment au niveau municipal : entre 2012 et 2016, le gouvernement central a transféré au gouvernement local de La Libertad une moyenne de 1,25 million de cordobas, soit près de 40% du revenu total de cette municipalité.

Les exportations nicaraguayennes d'or ont progressé à un rythme vertigineux. Multipliées par vingt-six en volume de 1994 à 2016, elles ont généré sept fois plus de recettes en 2016 (357 millions de dollars) qu'en 2006 (l'année du retour au pouvoir d'Ortega), pour atteindre 20% de la valeur des principaux produits d'exportation, en troisième place derrière la viande de bœuf et le café, selon la Banque centrale du Nicaragua. L'actuel gouvernement a donc beau jeu de brandir la bannière de l'écologie et de la gauche, en annulant un projet de seulement 1301 hectares à l'état d'exploration, alors qu'il n'adresse pas la moindre critique aux autres exploitations en cours, sur plus de 10000 hectares.

Approuvée en juin 2017 par une Assemblée nationale dont le FSLN contrôle plus de 70% des sièges, la loi créant l'entreprise nicaraguayenne des mines (ENIMINAS) illustre bien la direction adoptée par le gouvernement actuel. Le territoire concédé à l'extraction minière y passe de 12 à 22% du territoire national et une grande partie de Rancho Grande y demeure réserve minière. Cette tendance n'efface

pas la victoire de Rancho Grande, mais elle la recontextualise sur un échiquier où sont perdues les grandes batailles pour la terre et où triomphe le modèle « extractiviste » d'exportation des ressources naturelles.

### **Mouvement de femmes**

Depuis que l'égalité entre les sexes et l'émancipation des femmes ont cessé d'être considérées comme des objectifs secondaires à la victoire contre l'impérialisme et l'oligarchie (conformément aux instructions des dirigeants du FSLN dans les années 1980), ces causes ont remporté des victoires non négligeables et essuyé quelques revers considérables. L'une des concessions accordées par le FSLN aux factions les plus fondamentalistes des églises chrétienne et évangélique est la pénalisation de toute forme d'interruption de grossesse (y compris des avortements pour raisons médicales). Bien que cette concession ait porté un coup dur au mouvement féministe, elle a depuis lors placé le mouvement sous l'une des bannières les plus fédératrices, susceptible de lui attirer un soutien idéologique international. En décrivant les conséquences d'une telle interdiction comme des « féminicides », les activistes sont parvenus à se rapprocher d'autres luttes et, en un tour de force, à criminaliser ceux qui criminalisaient.

Ces luttes sont, en grande partie, tributaires du soutien international. Les publicités affichées dans les rues contre les mauvais traitements infligés aux femmes et les spots télévisés pour la dépénalisation de l'avortement sont entièrement financés par la coopération externe, leur contenu s'adresse à des secteurs dotés d'un certain capital culturel et leur diffusion est au programme d'un nombre toujours plus restreint d'ONG. En ce sens, le constat dressé par Neera Chandhoke à propos des mouvements sociaux globalisés s'applique en partie : leur activisme dépend essentiellement d'un noyau d'ONG et les participants mettent en œuvre un programme qui leur a été transféré, lequel peut difficilement être qualifié de démocratique, ni même de politique, et s'assimile davantage à une gestion bureaucratique d'événements participatifs, où les gens deviennent consommateurs de choix opérés ailleurs (Chandhoke, 2002).

Cette lutte est en partie sujette à cette hypothèse. Pour autant, son ancrage ne peut être ignoré, surtout lorsqu'il s'agit de dénoncer les féminicides. Chaque fois qu'une femme est assassinée par son conjoint ou prétendant, les habitants du petit village ou quartier où se sont déroulés les faits se manifestent spontanément et obtiennent dans de nombreux cas la condamnation de l'agresseur. Vu sous cet angle, ce mouvement social est davantage présent que parachuté, et vient contrer le grave revers que représentent le démantèlement du Commissariat de la femme et la réforme de la loi sur la violence conjugale (qui réduit les peines des agresseurs et meurtriers, et entrave les procédures intentées à leur encontre).

### **#OcupalNSS : une cause pour les jeunes et les plus âgés**

Le secteur des retraités est l'un des plus touchés par la quasi-disparition de l'aide pétrolière du Venezuela au Nicaragua. L'Institut nicaraguayen de la sécurité sociale (INSS) a été la petite caisse dans laquelle tous les gouvernements ont puisé pour résoudre leurs problèmes de liquidité à court terme. Cette source a bénéficié d'un répit durant la période où Hugo Chavez envoyait, à crédit et à très bas prix, du pétrole qui était ensuite vendu sur le marché national pour financer les programmes sociaux de l'« ortéguisme ». Mais à présent, le Nicaragua reçoit très peu d'aide du Venezuela et doit payer les prêts. L'INSS « prête » de force ce que le Venezuela subventionnait.

Le monopole de la société Unimark sur la distribution de médicaments dans le secteur public a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. La société Unimark est liée aux mouvements sociaux antérieurs, puisqu'elle appartient à un couple d'anciens militants du Front national des travailleurs, où Gustavo Porras (qui occupe actuellement la présidence de l'Assemblée nationale et tire les ficelles de l'INSS) remplissait la fonction de secrétaire général. Unimark a engrangé des millions grâce à de juteux contrats de vente de médicaments.

Le fait de puiser dans les fonds de l'INSS et d'octroyer des contrats à Unimark a entraîné une pénurie de médicaments. Les premiers touchés sont les retraités. Les patients souffrant de la maladie de Parkinson, d'Alzheimer, d'hypertension et de diabète ont cessé de recevoir leurs médicaments. Les retraités se sont lancés dans une série de manifestations dont la couverture médiatique leur a apporté la solidarité d'autres secteurs. Leurs sit-in devant l'INSS ont attiré l'attention de la génération Y, les jeunes de l'ère numérique souvent taxés d'apathie politique. Ces deux générations se sont davantage rapprochées encore en raison des brutalités policières dont elles ont été victimes. De cette alliance

inattendue est né #OcupaINSS, un mouvement de dénonciation de la corruption de l'INSS, de solidarité avec les retraités et d'opposition à l'ortéguisme. Ce mouvement pourrait être éphémère, mais pourrait connaître aussi des résurgences.

### Réflexion finale

Ces différentes luttes se traduisent en escarmouches diverses, dans la rue ou les médias, contre le gouvernement. Leurs enjeux dépassent toutefois les frontières nationales : l'exploitation minière et autres mégaprojets du grand capital ou du socialisme rentier, les différentes formes de féminicide, la contraction de l'État... sévissent en de nombreux endroits. Au Nicaragua, le FSLN a porté plusieurs coups durs aux organisations de base : en les incorporant dans les années 1980, en les achetant avec des postes publics ou en les étouffant par la répression depuis 2006.

Paradoxalement, en incarnant la poursuite et le développement de l'extractivisme, la détérioration des services sociaux et l'intégrisme religieux, le FSLN favorise aussi les convergences « anti-système » dans la lutte contre l'ortéguisme. L'avenir dira si ces mécontentements, qui ont en commun leur opposition à l'ortéguisme, se solidariseront au point d'agir conformément à ce qu'Ernest Laclau (2006) appelle « la logique de l'équivalence », pour se transformer en lutte contre le système. Le fait que le FSLN l'incarne de manière tangible peut galvaniser la lutte, mais compte également des dangers en matière de politique partisane : d'une part, parce que le FSLN n'est qu'un élément mineur du système et reste un artefact politique hétéroclite ; d'autre part, parce qu'il existe encore un anti-sandinisme pro-système.

### Bibliographie

- Campos V. (2017), « Con el modelo extractivista crecemos, pero, ¿nos desarrollamos? Y con la minería ni crecemos ni nos desarrollamos », Envío, n°424, juillet.
- Chandhoke N. (2002), « The limits of global civil society », Global Civil Society, Oxford.
- Duterme B. (2016), « Le Nicaragua double le canal de Panama : à quel prix ? », [www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) et [www.cetri.be](http://www.cetri.be).
- Tilly C. et Wood L.J. (2010), Los movimientos sociales, 1768-2008. Desde sus orígenes hasta Facebook, Ed. Crítica, Barcelona.
- Laclau E. (2006), « La deriva populista y la centroizquierda latinoamericana », Nueva Sociedad, n°205.

**José Luis Rocha est chercheur à l'Université centroaméricaine José Simeón Cañas (San Salvador) et à l'Institut de recherche sur les dynamiques globales et territoriales de l'Université Rafael Landívar (Guatemala Ciudad), membre de l'équipe de rédaction de la revue Envío (UCA, Managua).**

**Cet article a été rédigé pour la publication du CETRI *État des résistances : Amérique latine* parue en décembre 2017.**



**Centre tricontinental - CETRI**  
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
[cettri@cettri.be](mailto:cettri@cettri.be) - [www.cetri.be](http://www.cetri.be)

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon

